






# Droit public

Droit public.

 Niveau d'étude visé BAC +4	 Diplôme Master (LMD)	 Domaine(s) d'étude Administration, Droit constitutionnel et public, Droit notarial, Droit de l'immobilier	 Accessible en Formation continue, Formation initiale, VAE, Formation en apprentissage	 Établissements Mentions co-accréditées, Université Toulouse Capitole, Institut National Universitaire Champollion
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## Parcours proposés

- › Master mention Droit Public parcours type Collectivités Territoriales (Formation à distance)
- › Master mention Droit Public parcours-type Droit de l'Environnement
- › Master mention Droit Public parcours-type Droit Public des Affaires
- › Master mention Droit Public parcours-type Droit Public Général
- › Master mention Droit Public parcours-type Droit des Collectivités Territoriales
- › Master Droit Public

## Présentation

Le master droit public a pour objectif la formation des juristes de droit public à la fois généralistes et polyvalents, tout en ayant des compétences plus poussées dans les matières pratiques du droit public que sont le droit administratif appliqué, la gestion publique, la valorisation du patrimoine public, les finances publiques et le droit fiscal.

Il s'agit notamment de former des professionnels pouvant exercer dans les secteurs public, parapublic et privé ; dans les administrations centrales, déconcentrées ou décentralisées. En effet, la formation permet la préparation aux concours des fonctions publiques nationale et territoriale, mais aussi l'obtention de compétences recherchées par de nombreuses collectivités et sociétés, notamment locales (sociétés d'économie mixte, sociétés publiques locales), ou encore des autorités administratives indépendantes. Son volet recherche permet également la poursuite en thèse afin d'obtenir un doctorat.

Secteurs d'activités et types d'emplois :

-administration publique étatique ou territoriale (après obtention du concours, ou sans concours, en tant qu'agent contractuel) ;

-entreprises publiques et privées en tant que juriste généraliste ou, en tant que juriste spécialisé dans le secteur de la gestion publique du patrimoine des personnes publiques ou de l'administration financière et fiscale.

## Savoir-faire et compétences

- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes.

- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif.

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation.

- Actualiser ses connaissances par une veille dans son domaine, en relation avec l'état de la recherche et l'évolution de la réglementation.

- Évaluer et s'auto évaluer dans une démarche qualité.

- S'adapter à différents contextes socioprofessionnels et interculturels, nationaux et internationaux.

- Rédiger des cahiers des charges, des rapports, des synthèses et des bilans.

- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, en français et dans au moins une langue étrangère, et dans un registre adapté à un public de spécialistes ou de non-spécialistes.

- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information de manière adaptée ainsi que pour collaborer en interne et en externe.

---

## Lieu(x)

 Toulouse

 Albi

## Contact(s)

## Infos pratiques

# Programme

Master mention Droit Public parcours type Collectivités Territoriales (Formation à distance)

Master mention Droit Public parcours-type Droit de l'Environnement

Master mention Droit Public parcours-type Droit Public des Affaires

Master mention Droit Public parcours-type Droit Public Général

Master mention Droit Public parcours-type Droit des Collectivités Territoriales

Master Droit Public